

Jean Ping, président de la Commission de l'Union africaine. Vincent Fournier pour J.A. Présent à New York, où il a participé au sommet des chefs d'État sur les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), du 20 au 22 septembre, le président de la Commission de l'Union africaine, Jean Ping, réagit aux sujets les plus sensibles de l'actualité africaine.

**Jeune Afrique : Quel bilan tirez-vous du sommet sur les OMD ?**

Jean Ping : Très mitigé. Pour nous, Africains, des progrès ont été réalisés, mais beaucoup reste à faire. Les ressources ne sont pas à la hauteur de nos ambitions. Si rien n'est mis en œuvre, nous n'atteindrons pas les objectifs en 2015.

**On évoque à ce propos une nouvelle taxe sur les transactions financières. Y êtes-vous favorable ?**

Tout comme le Fonds monétaire international, l'administration Obama s'est montrée sensible à cette idée, alors que, généralement, les États-Unis sont hostiles à toute taxation internationale. Taxer les transactions financières – ou la téléphonie mobile – constituerait une source très importante de revenus. L'économie s'est globalisée, pourquoi pas les taxes ?

**Al-Qaïda semble s'implanter au Sahel. Comment venir à bout de ce phénomène ?**

D'abord, en luttant contre le trafic de drogue. Ce dernier arrive en Afrique par la côte Ouest, depuis la Colombie et le Venezuela, et par la côte Est, depuis l'Afghanistan, transite par le Sahara, puis remonte en Europe. Le Sahara est le boulevard de tous les trafics. Pour se financer, des groupes locaux à connotations religieuses ou ouvertement crapuleux recourent de plus en plus à des trafics en tout genre : drogue, armes, enlèvements... Cela devient un objectif en soi pour ces organisations, qui se rapprochent du grand banditisme.

Nous disons très clairement à l'Europe, aux États-Unis et aux Nations unies qu'il ne s'agit pas d'un simple problème local. Tant qu'il y aura des producteurs de drogue en Amérique du Sud et en Asie, le Sahara demeurera une plaque tournante de ce trafic vers l'Europe.

**L'Union africaine peut-elle jouer un rôle sur le terrain pour combattre Al-Qaïda ?**

Nous disposons, à Alger, d'un centre de lutte contre le terrorisme, qui emploie 70 personnes. Il réalise des études sur le sujet et réfléchit aux moyens d'enrayer ce fléau. Ce centre a bien entendu été sollicité dans le cadre de la crise actuelle.

**Pour le second tour de l'élection présidentielle en Guinée, une nouvelle date a été proposée. Cela vous rassure-t-il ?**

Nous nous sommes félicités de l'engagement de Sékouba Konaté à organiser, contre vents et marées, des élections dans un délai de six mois. Il a tenu son engagement. L'essentiel est que le scrutin ait lieu le plus vite possible, et dans les meilleures conditions. Je pense que ce sera le cas, le 10 octobre.

**La Côte d'Ivoire s'apprête à tenir le premier tour de l'élection présidentielle, le 31 octobre. Y croyez-vous, cette fois-ci ?**

Je suis raisonnablement confiant. Avant même qu'une date soit fixée, j'avais dit que l'élection aurait lieu rapidement. Je n'ai pas de raisons d'être sceptique.

Source JA